



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2958
11 avril 2025
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

Le capitalisme en crise mène au désastre

Les travailleurs doivent prendre en main la société



Gaza
**L'horreur
sans fin**

Page 8

Budgets sociaux
**Santé et enfance
sacrifiées**

Pages 6 et 7

Entreprises
**Travailleurs
en lutte**

Pages 11 à 15

Leur société

- Le Pen : pérorer, la main dans le sac 3
- Macron aux patrons : un flop 3
- France-Algérie : « réconciliation » pour de bonnes affaires 4
- Macron en Égypte : du toc pour Gaza, de l'or pour Dassault 4
- Ohayon : un parasite comme tant d'autres 4
- Économie de guerre : subventions et propagande 5
- Mayotte : rien pour les salaires, tout pour l'armée 5
- Déserts médicaux : emplâtre sur jambe de bois 6
- Santé mentale : grande cause sans moyens 6
- Formation des enseignants : ministre cherche professeurs 6
- Aide sociale à l'enfance : jeunesse sacrifiée 6
- Prisons : paranoïa politicienne 7
- Mort d'un bébé : un crime et ce qui le rend possible 7
- Darmanin fait des émules 7

Dans le monde

- Gaza : une horreur sans fin 8
- Yémen : un peuple écrasé par l'impérialisme 8
- Faim dans le monde : l'indifférence des grandes puissances 8
- Ukraine : l'armée américaine aux commandes 9
- Russie : ce qui « préoccupe » le régime... 9
- Droits de douane : l'irresponsabilité d'un système et de ses dirigeants 16
- États-Unis-Canada : guerre commerciale, conséquences pour la classe ouvrière 10
- Taïwan : manœuvres militaires et propagande 10

Dans les entreprises

- Champagne : travailleurs et exploiters n'ont pas d'intérêt commun 11
- Thales Mérignac 11
- SNCF - Paris Nord 11
- Dans les bulletins Lutte ouvrière 11
- Ampere ST (Renault) 12
- Stellantis Douvrin et Mulhouse 12
- Fonderie Falsimagne - Onival 13
- Commerce : les licenciements continuent 13
- Nos lecteurs écrivent : France Travail contre les chômeurs et les travailleurs 13
- Naval Group Ruelle-sur-Touvre 14
- Dassault-Cergy 14
- IHOPe - Lyon 14
- La Redoute-Quai 30 Watrelos 15
- Éboueurs - Saint-Étienne : ça déborde 15

Agenda

- Fêtes régionales 3
- Conférence du Cercle Léon Trotsky 3
- Les 7, 8 et 9 juin : la Fête de Lutte ouvrière 16

Ils nous mènent à la guerre, il faut leur arracher la direction de la société

« Notre pays a été dépouillé, volé, violé, dépecé par des nations proches et lointaines, amies et ennemies ». C'est par ces mots que Trump a déclaré la guerre commerciale au monde entier en annonçant une nouvelle hausse, brutale et massive, des taxes douanières américaines.

« Notre pays sera entièrement différent. Ce sera fantastique pour les ouvriers et pour tout le monde », a-t-il ajouté. Dans l'immédiat, c'est à une fantastique flambée des prix que les ouvriers vont devoir faire face ! Les automobiles fabriquées à l'étranger se vendront 6 000 à 10 000 dollars de plus, par exemple. Il en ira ainsi pour de nombreuses marchandises car les importations ne peuvent pas toutes être remplacées par des fabrications locales.

À l'inflation s'ajoutera peut-être un krach financier, car toutes les Bourses chutent depuis cette annonce. Pour les travailleurs américains dont la retraite dépend des cours boursiers, cela peut devenir une catastrophe.

L'économie des États-Unis est tellement imbriquée avec le reste du monde que nombre d'entreprises américaines seront frappées par ces taxes. Ce sera le cas de Nike, Apple, Dell, qui fabriquent leurs produits en Asie, ou encore de Ford et de General Motors, qui ont des usines d'assemblage et beaucoup de sous-traitants au Mexique ou au Canada.

Des experts économiques estiment que Trump nous a fait entrer dans « l'ère du n'importe quoi économique ». S'il ne s'agissait que de Trump et de sa mégalomanie, les choses seraient plus simples, car il n'est pas éternel et il n'occuperait pas indéfiniment la Maison Blanche. Le problème est plus profond. Il vient du système capitaliste lui-même qui est dans l'impasse et voit ses contradictions exploser.

Les capitalistes américains ont beau être les plus riches du monde, avoir accumulé des capitaux à un niveau inédit, ils se heurtent aux limites des marchés solvables.

Les milliards de capitaux accumulés entre les mains de cette grande bourgeoisie doivent trouver où s'investir pour faire un maximum de profit. Pour cela, elle doit pouvoir étendre, exploiter, dominer et piller le monde entier. Elle doit, en permanence, neutraliser, voire mater ses concurrents, pour assurer ses débouchés et son approvisionnement en matières premières, en énergie, en terres rares.

C'est une nécessité pour tous les capitalistes de la planète et ils peuvent, chacun de son côté, compter sur son État national et ses dirigeants pour s'y atteler. Quand Trump parle d'annexer le Canada ou le Groenland, ce ne sont pas que des rodomontades. Il y a là de vrais enjeux : les minerais, les hydrocarbures et les routes commerciales dans l'Arctique.

Plus le capitalisme vieillit, plus les débouchés sont saturés, plus les capitalistes de la planète se marchent sur les pieds, et plus les dirigeants de la bourgeoisie se montrent agressifs, cyniques et prêts à tout pour assouvir leur soif de domination.

Trump incarne cette évolution. Sa politique a une logique, celle de l'impérialisme américain.

En augmentant les taxes douanières, il a sorti le gros bâton et veut tordre le bras à ses concurrents. Des négociations vont suivre, pays par pays, voire entreprise par entreprise, pour obtenir des baisses et des dérogations. Mais il a bel et bien accéléré la poussée de fièvre protectionniste dont personne ne peut encore mesurer toutes les conséquences.

Ce qui est sûr, c'est que le protectionnisme n'arrête pas la guerre commerciale, il l'intensifie. Dans les années 1930, l'escalade des droits de douane avait précipité l'effondrement du commerce mondial et plongé le monde capitaliste dans la Grande Dépression, ce qui allait mener l'humanité à la Seconde Guerre mondiale.

Alors, oui, il y a de quoi être inquiet. Ici, on nous dit qu'il faut riposter, que l'Union européenne va prendre à son tour des mesures protectionnistes contre les États-Unis, après celles adoptées contre la Chine il y a quelques mois. Étant donné les divisions de l'Union européenne, cela reste à voir.

En tant que travailleurs, nous avons tout à perdre dans cette escalade. Si nos dirigeants se battent, ce ne sera pas pour défendre nos emplois, mais pour défendre les profits et les intérêts de la bourgeoisie, comme le font Trump et ses amis milliardaires aux États-Unis.

Les capitalistes s'affrontent pour se partager le gâteau. Ils se préparent même à faire la guerre. Mais ils sont unis pour exploiter et vivre sur le dos des travailleurs du monde entier. Eh bien, c'est en s'appuyant sur la force internationale des travailleurs qu'il sera possible de leur arracher la direction de la société et de les empêcher de nous mener dans le mur !

Nathalie Arthaud



Le Pen : **pérorer, la main dans le sac**

Après sa condamnation à quatre ans de prison, cinq ans d'inéligibilité avec effet immédiat et 100 000 euros d'amende, Marine le Pen, vêtue de lin blanc et de probité candide, crie au complot politique sur les plateaux de télévision et jusque sur une tribune de rue, lors du meeting organisé à Paris, dimanche 6 avril.

Le tribunal a pourtant démontré que son parti, le FN rebaptisé RN, avait des années durant détourné les fonds alloués aux députés européens pour salarier ses permanents politiques, ses amis et jusqu'au personnel de maison. Certains de ces prétendus assistants de parlementaires européens n'ont jamais mis les pieds au Parlement et ne peuvent fournir aucune preuve d'un travail quelconque pour cet organisme. Quelques-uns n'ont même jamais rencontré le député qu'ils étaient censés assister. Le tribunal juge que le RN a porté à une échelle industrielle cette pratique, au demeurant courante puisque nombre de députés et de partis ont déjà été condamnés à ce titre. Le détournement total dépasse les 4 millions d'euros et 25 membres du RN sont condamnés à diverses

peines dans cette affaire.

Niant l'évidence, Le Pen a entamé une campagne politique contre les « juges rouges » qui seraient en train d'installer une « tyrannie » et, en l'empêchant d'être candidate à la prochaine élection présidentielle, « de priver les citoyens de leur droit de vote ». Elle-même et tous ses amis politiques se présentent pourtant depuis des dizaines d'années comme ceux qui « ont les mains propres », fulminent contre un prétendu laxisme de la justice, exigent l'inéligibilité immédiate et à vie pour les élus pris la main dans le sac. L'exécution provisoire de l'inéligibilité de Le Pen découle d'une loi que son parti avait votée des deux mains. Oui, mais, dit-elle contre toute raison, elle est innocente comme l'agneau qui vient de naître. Pour



couronner le tout, Le Pen s'est comparée à Martin Luther King, le militant des droits civiques des Noirs américains, assassiné par un raciste en 1968.

Pour l'instant sa condamnation n'a guère soulevé d'émotion populaire, tellement les mœurs du RN apparaissent semblables à celles de tout le personnel politique de la bourgeoisie, depuis les discours vertueux jusqu'aux arrangements comptables, en passant par les menus plaisirs facturés sur deniers publics. Elle a, en revanche, secoué le petit monde de la politique, c'est-à-dire des

concurrents directs de la condamnée. À droite, on a trouvé l'inéligibilité immédiate exagérée et d'aucuns se proposent déjà de revenir sur cette disposition. Bayrou, qui a besoin des voix des députés RN au Parlement, Retailleau, Darmanin et autres, qui cultivent les mêmes préjugés racistes et réactionnaires que le RN, demandent que la justice se presse afin que Le Pen puisse être candidate en 2027.

En revanche, la gauche, partis, syndicats et associations, fait campagne en « défense de l'État de droit » et, après celle de dimanche

6, appelle à des manifestations samedi 12 avril. Selon eux, il faudrait défendre les juges et la justice contestés voire menacés par l'extrême droite. Mais en quoi consiste cet « État de droit » dans un système où aucune grande famille d'actionnaires n'a jamais été condamnée pour ses méfaits, ne serait-ce que pour les morts au travail dans ses usines ; où il faut dix années de procès pour condamner fort légèrement des escrocs politiques, Sarkozy et Le Pen n'étant que les derniers d'une très longue liste ; où, en revanche, les prisons sont pleines de milliers de prévenus misérables en attente de procès.

Il faut évidemment combattre l'extrême droite ennemie des travailleurs, mais certainement pas en propageant l'illusion que le système judiciaire, la police et l'État en général défendent autre chose que l'ordre social. Leur « État de droit », c'est le droit des possédants à escroquer la population, à exploiter les travailleurs et à faire matraquer ceux qui se rebiffent.

Paul Galois

Macron aux patrons : un flop

Le 3 avril, Macron a réuni les grands patrons français dont les entreprises seraient concernées par les hausses douanières de Trump.

Macron, puis Eric Lombard, son ministre de l'Économie, se relayent depuis pour appeler à la suspension des investissements français aux États-Unis, au nom de la « solidarité nationale » pour faire pression sur les négociations avec Trump. Mais cet appel risque fort d'être peu entendu. Rodolphe Saadé (CMA CGM) vient d'annoncer

20 milliards de dollars d'investissements aux États-Unis ; John Elkann, le PDG de Stellantis, a rencontré Donald Trump le 1^{er} avril pour assurer les affaires du groupe aux États-Unis ; Patrick Pouyanné veut conforter la position de premier exportateur de GNL américain pour TotalEnergies. En un mot, les capitalistes, tout français qu'ils soient,

ne comptent évidemment pas renoncer à leurs profits made in USA. Ils évitent donc, pour l'heure, de se prononcer publiquement sur cet appel à geler leurs investissements sur le marché américain. Patrick Martin, le dirigeant du Medef, a parlé de prudence face à « l'incertitude ». Il a, en revanche, été très clair quant à la nécessité de « mettre en place des mesures de soutien aux secteurs impactés », et le plus vite possible. On l'aura compris, il s'agit d'obtenir, de nouveau, des milliards d'argent public sous forme de subventions diverses et variées aux grandes entreprises.

Voilà la seule « solidarité nationale » que connaissent les capitalistes : garantir leurs milliards sur tous les tableaux, et faire payer la crise de leur système aux travailleurs et aux populations. Ce point-là ne souffre, aux yeux des patrons et des politiciens à leur botte, d'aucune incertitude.

Marlène Stanis

AGENDA

Fêtes de Lutte ouvrière

Angers

Samedi 26 avril à partir de 15 heures

Salle Aragon - 1, rue Joseph-Bara à Trélazé

à 17 h 30 : débat avec Nathalie Arthaud

Rouen

Samedi 3 mai de 15 heures à minuit

Palais des congrès à Oissel

à 18 h 30 : débat avec Jean-Pierre Mercier

Cercle Léon Trotsky

Les peuples du Maghreb face à l'impérialisme français et à leurs propres dirigeants

Samedi 10 mai à 15 heures

Théâtre de la Mutualité - 24, rue Saint-Victor, Paris 5^e
Métro Maubert-Mutualité

(Participation aux frais : 3 euros)



France-Algérie : “réconciliation” pour de bonnes affaires

En visite à Alger le 7 avril, le ministre des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, s’est dit prêt à « tourner la page des tensions actuelles ». La coopération sécuritaire et économique entre France et Algérie devrait être relancée.

Une semaine après une conversation téléphonique entre Emmanuel Macron et le président algérien Abdelmadjid Tebboune, le président français montre ainsi son intention de mettre fin à l’escalade diplomatique qu’il a créée avec l’Algérie ces derniers mois.

Les tensions en question ont en grande partie été provoquées par le ministre de l’Intérieur Retailleau. En campagne pour apparaître comme le plus anti-immigrés des dirigeants de droite et concurrencer le RN sur ce terrain, il a multiplié les provocations, accusant l’Algérie de ne pas vouloir accueillir ses ressortissants expulsés sans respect des procédures légales, et menaçant de durcir encore les conditions d’obtention des visas et titres de séjour pour

les Algériens.

La crise a aussi été provoquée par la reconnaissance de la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental par Macron, en juillet 2024. Ce geste à l’égard du régime marocain devait favoriser l’accès des entreprises françaises aux ressources minières de cette région, et renforcer la position de la France au Maroc, alors qu’elle a été contrainte de se retirer progressivement du Sahel. Le rapprochement actuel avec Alger montre que les dirigeants français n’excluent pas pour autant de continuer à utiliser l’Algérie comme base arrière pour continuer à défendre les intérêts de la bourgeoisie française dans cette région. C’est ce qu’ils font depuis des années, avec l’accord



Exportation de GNL algérien en France.

des autorités algériennes qui craignent que l’instabilité politique et militaire au Sahel n’ait des répercussions en Algérie même. D’ailleurs, le 6 avril, le Mali, le Niger et le Burkina Faso ont rappelé leurs ambassadeurs respectifs à Alger, en réaction à la destruction d’un drone malien par l’aviation algérienne à la frontière algéro-malienne.

Le désir d’apaiser les relations doit aussi sûrement beaucoup aux pressions des entreprises françaises en Algérie, confrontées à des refus d’importation, notamment de céréales. Le président de la Chambre de commerce et d’industrie algéro-française, Michel Bisac, appelait en janvier à « faire retomber la

pression » : il a visiblement été entendu.

Reste que, au-delà des déclarations d’amitié, la France ne s’est pas engagée à grand-chose. Barrot a annoncé que les consulats algériens seraient de nouveau consultés pour gérer les dossiers d’expulsion, ce qui marque une rupture avec les outrances de Retailleau, mais ne lui coûte rien. De son côté, Tebboune pourrait faire un geste en gracieant l’écrivain franco-algérien Boualem Sansal, condamné à cinq ans de prison, tout en pouvant dire à sa population qu’il n’a pas cédé à la France sur la question migratoire.

« Le rideau se lève », ont déclaré à la fois Tebboune et Barrot ; ce sera surtout pour la bonne marche des affaires de la bourgeoisie française, et de la fraction de la bourgeoisie algérienne qui en dépend. Pour les travailleurs d’Algérie, il n’y aura pas de changement : ils connaîtront toujours les mêmes difficultés. Bien souvent désireux d’émigrer, ou simplement de venir visiter leur famille en France, ils se heurtent aux restrictions concernant les visas, et pour certains, ils meurent en empruntant les voies périlleuses de la Méditerranée.

Claire Dunois

Macron en Égypte : du toc pour Gaza, de l’or pour Dassault

Lundi 7 avril, Macron a rencontré au Caire le président égyptien Al-Sissi et le roi de Jordanie Abdallah II.

Après s’être mis d’accord sur un plan pour une trêve immédiate à Gaza, les trois chefs d’État auraient téléphoné à Trump, juste avant que ce dernier reçoive Netanyahu. La suite, prévisible, de cette démarche diplomatique s’inscrivait quelques heures plus tard dans de nouveaux bombardements israéliens, de nouveaux morts et de nouvelles atrocités à Gaza.

Pourtant le résultat, du point de vue de la « politique arabe de la France » n’est pas nul. Cette dernière consiste, depuis de Gaulle, à évoquer verbalement les droits des États arabes, voire le droit à l’existence des Palestiniens, sans être en mesure d’influencer en quoi que ce soit la politique des États-Unis

et de leur bras armé dans la région, Israël. Le profit escompté consiste en la signature de traités commerciaux avec les États arabes ainsi confortés en paroles et à l’affirmation bravache que la France a sa politique, au Moyen-Orient comme ailleurs. Cette revendication d’indépendance face aux États-Unis est toujours utile vis-à-vis de l’opinion française comme en vue d’autres contrats sur d’autres continents.

C’est précisément ce qu’il s’est passé le 7 avril. Trump et Netanyahu n’ont évidemment tenu aucun compte des suppliques de Macron et de ses collègues, si même ils en ont pris connaissance. En revanche, date a été prise

et pas seulement pour la diplomatie. Les dirigeants de Lactalis, Alstom, EDF, Capgemini, Vinci, Dassault et Airbus qui accompagnaient Macron n’avaient certainement pas fait le déplacement pour visiter les pyramides.

Alstom a signé un contrat d’équipement pour le métro du Caire et, surtout, l’Égypte est le deuxième client de la France pour l’armement, pour un total de 12 milliards d’euros en dix ans. Les autres industriels hexagonaux ont placé pour trois milliards de contrats dans la même période. Ces bonnes affaires, garanties par l’État français, vont donc continuer pour la plus grande satisfaction des intéressés, enrobés de discours aussi hypocrites qu’inoportants sur les droits des Palestiniens.

Paul Galois

Ohayon : un parasite comme tant d’autres

Michel Ohayon, le propriétaire de Camaïeu, Gap France, Go Sport, la Grande Récré et d’hôtels de luxe comme le Sheraton de Roissy ou le Trianon Palace de Versailles, a été mis en examen pour abus de biens sociaux, escroquerie en bande organisée, abus de confiance et blanchiment aggravé.

Ohayon est accusé d’avoir subtilisé dans les caisses des sociétés Camaïeu, Gap France et Go Sport plus de 50 millions d’euros. Quant aux travailleurs de ces entreprises, si une partie d’entre eux ont pu conserver leur emploi lors du rachat par un autre groupe, cela n’a pas été le cas pour tous, loin de là. Dans le cas de Camaïeu, il y a eu plus de 2 100 licenciements.

Selon son avocat, Michel Ohayon aurait été « victime d’un malaise important dès les premiers instants de son

audition ». Mais, lors des faillites des entreprises dont il était propriétaire, combien de travailleurs qui, eux, ont vraiment tout perdu, à savoir leur emploi, ont fait des malaises, voire bien pire ?

Cet homme d’affaires ne sera jugé que pour une infime partie de ses méfaits. Ohayon a fait fortune au départ dans l’immobilier commercial, au point de devenir milliardaire et d’acheter des palaces. L’essentiel de ses activités consistait à racheter des entreprises pour les essorer financièrement quitte à les pousser à la faillite. Ce parasitisme, qui n’a rien d’illégal, est pratiqué à grande échelle par bien des capitalistes. Mais, du point de vue des intérêts des travailleurs concernés et même de l’ensemble de la société, cela suffirait à justifier une sanction : l’expropriation.

Pierre Royan

Économie de guerre : subventions et propagande

Depuis trois ans, Macron appelle à passer à une « économie de guerre » et se sert de ce discours pour justifier ses attaques contre les classes populaires. Dans les faits, l'État a tout juste commencé à le faire.

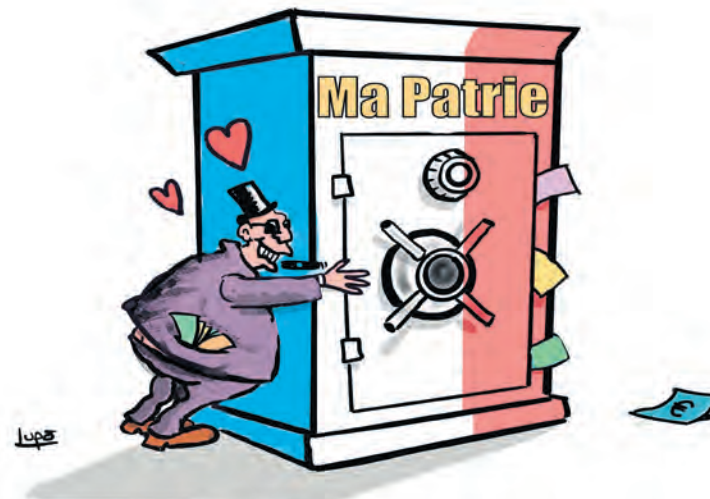
Le fait le plus visible est la hausse du budget militaire, passé de 32 milliards d'euros en 2017 à 47 en 2023, avec un objectif de 70 milliards en 2030. Cela pèse déjà sur les classes populaires, car ces dépenses sont faites au détriment des dépenses utiles dans la santé ou l'éducation. Mais ce détournement de la richesse produite par le travail collectif vers des objectifs guerriers pourrait aller beaucoup plus loin si l'État voulait assurer une production d'armes à flux tendu. Ainsi, Macron vise 3 % du PIB en dépenses pour la défense, alors que ce chiffre a atteint 6,46 % pendant la guerre d'Algérie, et 35 % aux États-Unis entre 1943 et 1945.

Certes, les capacités de production augmentent : pour celle des missiles Mistral, les sites français ont multiplié leur capacité par quatre ; le délai de fabrication

des missiles Aster de MBDA, est passé de 42 à 18 mois. Les travailleurs de l'armement sont déjà soumis à des cadences effrénées. Mais, selon l'état-major, il faudra au rythme actuel attendre 2030 pour que l'armée française dispose de deux mois de munitions en cas de conflit intense. La relance de productions qui n'existaient plus en France prend du temps : l'usine de poudre Eurengo de Bergerac, financée pour moitié par des fonds publics, vient seulement d'être inaugurée, deux ans après la décision de l'ouvrir.

Parallèlement, le gouvernement se préoccupe de renforcer les capacités de financement des entreprises du secteur militaire. Celui-ci est constitué de neuf grands groupes prospères, mais aussi de 4 500 petites et moyennes entreprises, dont l'activité est suivie par

la Direction Générale de l'Armement, selon laquelle elles ont en moyenne « des marges plus faibles [que le reste de l'économie], un endettement plus élevé et une potentielle sous-capitalisation ». Elle estime qu'il faudra 5 milliards d'euros dans les années à venir pour développer le secteur. Pour y parvenir, le ministère de l'Économie en fait la publicité auprès des banques, mais mobilise aussi des investissements publics, à travers la Caisse des dépôts et la Banque publique d'investissement, qui a doublé ses investissements dans l'industrie militaire en cinq ans. Il a également créé un livret d'épargne spécifique, et les règles de financement par la Banque européenne d'investissement ont été assouplies. Mais s'il était nécessaire d'accélérer, l'État se donnerait les moyens de trouver des sommes bien plus considérables. Il lorgne par exemple sur l'épargne populaire, une manne de 600 milliards d'euros. Comme lors de la Première Guerre mondiale, où l'État a instauré pour la première fois un impôt sur le



revenu, il pourrait mettre à contribution d'une façon ou d'une autre les classes populaires.

En ce qui concerne les effectifs, la loi de programmation militaire 2024-2030 prévoit de les augmenter de 269 000 en 2024 à 275 000 en 2030, une hausse qui reste modérée comparée, par exemple, à celle du nombre de réservistes, actuellement 44 000, qui devrait doubler d'ici 2035. Pour l'instant, l'État n'intervient pas non plus de façon autoritaire dans l'organisation de la production, comme l'ont fait tous les États à l'époque des deux guerres mondiales. La libre concurrence et la loi du profit individuel ne permettent pas de réguler la production et la répartition de tout ce qui est nécessaire à une armée

en guerre. Dans l'intérêt de la classe capitaliste dans son ensemble, il peut devenir nécessaire que l'État se charge de les planifier. Aujourd'hui, Macron parle seulement d'« être plus exigeant » avec les industriels, sans dire en quoi ni comment.

L'« économie de guerre » au vrai sens du terme est encore un slogan. Mais elle peut devenir un véritable objectif. Son omniprésence dans les discours des dirigeants politiques et sous la plume de bien des journalistes montre qu'ils tiennent à préparer les esprits à une période où toute la société serait engagée dans la guerre. Les travailleurs ne doivent donc pas attendre pour se préparer, eux aussi, à refuser cet embrigadement général.

Claire Dunois

Mayotte : rien pour les salaires, tout pour l'armée

L'intersyndicale de Mayotte a déposé un préavis de grève illimitée à partir du 8 avril pour protester contre le projet de loi de programmation pour Mayotte qu'elle juge insuffisant en matière de salaires et de droits des salariés.

Pour rappel, le smic mahorais est de 1362 euros brut par mois alors que le salaire minimum national est de 1802 euros brut par mois.

Les syndicats réclament l'alignement des droits sociaux, des prestations sociales, des retraites ou des allocations chômage, qui sont de moitié à Mayotte ; et ce avant l'année 2036 comme envisagé dans le

texte de loi plus que flou à ce propos. Les entreprises, elles, bénéficient dès à présent d'exonérations fiscales jusqu'en 2030. La départementalisation date de 2011. Seule la mobilisation du monde du travail uni pourrait faire cesser ce scandale colonial.

Dans le même temps, Valls est de retour à Mayotte le 9 avril, après avoir annoncé le 12 mars, à l'occasion de

la tenue de la commission de défense, la décision du gouvernement français de construire une deuxième base militaire navale à Mayotte, en plus de celle déjà existante de Dzaoudzi.

Treize milliards d'euros seront ainsi investis prochainement dans l'île pour répondre, dit-il, à l'enjeu de la sécurité de ce territoire. Il faut comprendre par là la chasse aux immigrés comoriens et africains, ainsi que la sécurisation des champs de gaz situés entre Mayotte et le Mozambique sur lequel louche avidement le groupe français TotalEnergies.

Si cet investissement massif dans une nouvelle installation militaire permet à l'impérialisme français de montrer les muscles dans la région, ce n'est pas cela qui mettra fin à l'insécurité quotidienne pour la population de Mayotte qui pâtit depuis des décennies du sous-développement économique et social.

En effet, en 2025, un habitant de Mayotte sur trois vit

toujours dans un bidonville. Quant à la majorité de la population, elle manque de tout : d'eau potable, d'électricité, de salles de classes et d'écoles en nombre suffisant, d'un deuxième hôpital et aussi de l'agrandissement

du port de marchandises, incapable aujourd'hui d'évacuer les containers en souffrance sur ses docks !

Avec Valls et Macron, les Mahorais ne sont pas près de sortir de cette pétaudière !

Charlotte Dauphin



Lisez Lutte de classe

revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du numéro 247 (avril 2025)

- Guerre commerciale, économie de guerre
- Le plan maritime américain
- Allemagne : stagnation économique, instabilité politique



- La Chine dans le nouveau partage de l'Afrique
- Les voies de la Chine sont impénétrables (2)
- Les Jacobins noirs de C.L.R. James

Prix : 3 euros - Envoi contre cinq timbres.

Déserts médicaux: **emplâtre sur jambe de bois**

L'Assemblée a voté un texte prétendant résoudre le problème des déserts médicaux en limitant l'installation des médecins dans les zones qui en sont déjà bien pourvues.

Le texte prévoit que l'installation d'un médecin sera désormais soumise à l'autorisation du directeur de l'Agence régionale de santé. Dans les zones largement pourvues en médecins, elle ne sera accordée que si un autre médecin s'en va. Dans les déserts médicaux, elle sera par contre délivrée de droit. Ce texte, auquel le ministre de la Santé était opposé, n'est pas définitif car il fait partie d'un projet de loi examiné début mai et qui devra ensuite passer au Sénat. Mais même adopté, il ne résoudra rien. Ce n'est pas parce qu'un médecin ayant voulu s'installer dans le plus riche quartier d'une ville de la Côte d'Azur n'en aura pas la possibilité qu'il partira exercer au fin fond

de la Creuse.

Selon l'ordre des médecins, la densité médicale a diminué entre 2010 et 2024 dans 69 départements. De plus en plus de praticiens partent en retraite sans être remplacés. Six millions de personnes n'ont pas de médecin traitant. Obtenir un rendez-vous chez un dentiste ou un spécialiste est souvent un véritable marathon. Les retards de diagnostic et l'aggravation des pathologies qui en découlent augmentent encore la charge des médecins qui restent. La difficulté à exercer en zone rurale n'est d'ailleurs pas seule en cause. L'Agence régionale de santé estime par exemple que 92 % de la Seine-Saint-Denis est un désert médical avancé.

Le gouvernement reconnaît qu'une régulation serait nécessaire, mais il est bien impuissant à la mettre en œuvre car le système de santé repose en grande partie sur la médecine libérale dont la logique est celle du marché. Alors que le nombre de médecins reste insuffisant pour faire face aux départs en retraite et au vieillissement de la population, une grande partie d'entre eux préfère s'installer là où cela rapporte le plus et où il y a moins d'inconvénients, au détriment des campagnes ou des banlieues pauvres. Dans un tel système, les médecins n'ont pas plus de contrainte que n'importe quel épicier, mais cela conduit forcément à la catastrophe pour un service aussi vital que la santé. Cette catastrophe touche d'ailleurs aussi la médecine hospitalière. Censée permettre un accès aux



soins à toute la population, elle s'éloigne de plus en plus de cet objectif sous le poids des contraintes budgétaires et d'une politique de plus en plus orientée par la recherche de rentabilité. Les maternités ferment, les services d'urgence aussi, et chaque loi de financement de la Sécurité sociale aggrave la situation par tous les bouts.

C'est en fait toute l'organisation du système de santé qui pose problème, tout simplement parce qu'elle

n'est pas basée sur l'obligation de répondre aux besoins de la totalité de la population en lui faisant bénéficier des meilleurs soins possibles. Si c'était le cas, il ne serait pas difficile d'organiser un véritable maillage sanitaire et de former le nombre de médecins suffisant pour l'assurer.

Face à cette réalité, la rustine proposée par les députés ne peut être qu'une diversion.

Daniel Mescla

Santé mentale: **grande cause sans moyens**

Les chefs des Urgences psychiatriques d'Angers, de Cholet, de Saumur et du Mans viennent de dénoncer la dégradation des services hospitaliers dont ils ont la charge. « Bon dieu, faites quelque chose ! », écrivent-ils dans une lettre adressée à l'Agence régionale de santé et au ministère de la Santé.

Les autorités sanitaires n'ignorent rien des difficultés croissantes que rencontrent les soignants et les patients. Nombre de rapports, d'assises de la psychiatrie, de signaux d'alarme tirés au fil des ans, ne laissent pas de doute sur la catastrophe sanitaire en cours. En fait, la politique d'étranglement financier des établissements hospitaliers, et en l'occurrence de ceux de psychiatrie, se poursuit depuis des décennies, quels que soient les gouvernements.

Le résultat n'est donc pas surprenant. Il faut des mois, pendant lesquels l'état psychologique a tout le temps de s'aggraver, pour avoir un premier rendez-vous dans un Centre médico-psychologique (CMP). Dans les hôpitaux, il y a trop peu de psychiatres et ils ont trop peu de temps à accorder à chaque patient. Même lorsque les soignants détectent une aggravation de l'état d'un patient, il peut se passer des jours avant qu'un psychiatre l'examine

et éventuellement modifie son traitement. Ce sont alors les soignants, eux-mêmes en nombre insuffisant, qui sont en première ligne et prennent des coups lorsqu'une crise éclate violemment. Dans ces conditions, la contention apparaît comme le dernier recours pour des équipes médicales.

Les périodes de confinement, imposées lors de la pandémie il y a cinq ans, ont encore accru les besoins en matière de suivi psychologique ou de soins psychiatriques, particulièrement pour les jeunes. Face à cela, les gouvernements bricolent avec quelques séances d'accompagnement psychologique gratuites, à condition de trouver un professionnel qui ne soit pas débordé.

La santé mentale a été déclarée « grande cause nationale » cette année, sans que cela implique de lui consacrer des moyens supplémentaires. Les autorités publiques ont lancé une « campagne de sensibilisation ». Pour elles, la « grande cause nationale », c'est « cause toujours » !

Lucien Déroit

Formation des enseignants: **ministre cherche professeurs**

Fin mars, François Bayrou et Élisabeth Borne, la ministre de l'Éducation nationale, ont annoncé une réforme de la formation des enseignants... la cinquième en trente ans.

Elle serait destinée à remédier à la crise de recrutement des professeurs. En effet, les étudiants, après cinq ans d'études supérieures, ne veulent plus devenir enseignants. Et pour cause, les salaires stagnent comme dans toute la fonction publique ; quant aux conditions de travail qui les attendent, ils savent qu'elles se dégradent. La ministre de l'Éducation nationale veut donc ouvrir tous les concours, celui de professeurs des écoles ou celui du secondaire, aux étudiants en licence, à Bac+3, et non plus à Bac+5.

Borne revient donc sur la réforme engagée il y a

quinze ans, qui était censée élever le niveau des enseignants. Elle propose de rémunérer pendant deux ans ceux qui auront eu le concours, 1 400 euros la première année, 1 800 la seconde. Mais ce ne sont que des promesses et ce salaire est loin d'être garanti. Le précédent gouvernement avait d'ailleurs soulevé un tollé en prétendant rémunérer la première année 900 euros net par mois.

Le gouvernement se refuse à mettre les moyens pour augmenter les salaires, faire baisser les effectifs dans les classes et rénover les bâtiments.

Aline Urbain



Urgences psychiatriques à Angers.

ANTHONY PASCO

Aide sociale à l'enfance : jeunesse sacrifiée

La commission d'enquête parlementaire sur les manquements des services de protection de l'enfance vient de rendre public son rapport : « *Le secteur qui était hier à bout de souffle est aujourd'hui dans le gouffre* », conclut-il, « *et l'État laisse la situation se dégrader* ».

L'aide sociale à l'enfance (ASE) a pour but de protéger les mineurs en danger et de leur offrir des structures ou des familles d'accueil quand il faut les retirer à leurs parents. Cela, c'est pour la théorie. Mais dans la réalité, alors que plus de 200 000 enfants sont suivis par l'ASE, le manque de personnel, de contrôles et de moyens financiers font que, trop souvent, des enfants et des adolescents se retrouvent accueillis dans des conditions indignes. Dès leur plus jeune âge, les

bébés sont entassés dans des pouponnières surchargées.

La situation est pire encore pour les adolescents et les mineurs étrangers non accompagnés hébergés dans des foyers ou vivant dans des logements de fortune et souvent laissés à eux-mêmes, qui risquent d'être victimes de la prostitution. Selon le rapport : « *45 % des jeunes de 18 à 25 ans sans domicile fixe sont issus de l'ASE* ».

La grande majorité des jeunes suivis par l'ASE étant issus de milieux populaires,

lorsque des familles bousculées par la vie ou elles-mêmes victimes de parents brutaux sont jugées incapables d'élever leurs enfants, ils n'intéressent pas l'État. Celui-ci ne contribue qu'à hauteur de 3 % des 10 milliards d'euros dépensés chaque année pour la protection de l'enfance, une aumône. Il n'y a alors rien de surprenant que, sur tout le territoire, les contrôles des structures d'accueil fonctionnent avec un personnel plus que réduit, où chaque poste doit en contrôler 746 par an.

De plus en plus de jeunes livrés à eux-mêmes et laissés pour compte, voilà l'avenir que leur proposent les dirigeants de cette société pourrissante.

Marianne Lamiral

Prisons : paranoïa politicienne

Le 7 avril, le ministre de la Justice, Gérald Darmanin, a donné le signal de l'évacuation des détenus de la prison de Vendin-le-Vieil, dans le Pas-de-Calais, avant des travaux de transformation.

C'est le premier centre de détention choisi pour devenir une prison de haute sécurité destinée à isoler une partie des « *200 plus dangereux narcotrafiquants de France* », selon le Garde des sceaux.

C'est l'axe de sa politique ultra sécuritaire en collaboration et en compétition avec son compère Retailleau, ministre de l'Intérieur. Caillebotis aux fenêtres, portiques de détection ultra-sophistiqués à un million d'euros pièce, isolement des détenus, salles de visioconférence pour les convocations devant la justice : Darmanin veut tout prévoir pour éviter au maximum les transferts de prisonniers et une nouvelle affaire Mohamed Amra. Retailleau, lui, se charge de la surveillance extérieure.

Le régime des détenus devrait être pire que l'isolement pratiqué déjà dans les prisons françaises : fouilles à nu systématiques, pas de parloirs familiaux mais une communication par hygia-

phone, il est même prévu la possibilité « *d'aménagements* » portant « *atteinte à l'exercice des droits* » des détenus.

L'Observatoire international des prisons a dénoncé le danger de ces narco-prisons, soulignant le « *risque évident d'arbitraire tant les critères [de placement] sont flous et la paranoïa sécuritaire totale* ».

Dans cette nouvelle version des quartiers de haute sécurité supprimés en 1982 en raison de leur inhumanité, on trouvera peut-être quelques barons de la drogue, sans doute moins gros que ceux qui, grâce à leurs relations ou leur fortune, peuvent y échapper.

Quant aux autres, une flopée de petits caïds, à leur sortie s'ils sont encore vivants, ils seront devenus, pour reprendre les termes de certains députés contestataires, des « *fauves* » après quelques années de ce régime dans la « *fabrique à fous* » que constituent les quartiers d'isolement.

Sylvie Maréchal



Mort d'un bébé : un crime et ce qui le rend possible

Une ex-employée d'une crèche People & Baby vient d'être condamnée à 25 ans de réclusion pour avoir contraint Lisa, une enfant de onze mois, à ingérer un déboucheur liquide de type Destop en juin 2022.

La jeune femme avait fini par avouer cet empoisonnement : elle ne supportait plus, a-t-elle dit, les pleurs de la petite fille.

Le procès a pointé la responsabilité des dirigeants du groupe People & Baby qui gérait la micro-crèche, dont des associations de parents avaient dénoncé la logique de rentabilité maximum et le danger pour la sécurité des tout-petits.

La jeune femme, psycho-

logiquement fragile et inexpérimentée, avait été chargée d'ouvrir la crèche ce jour-là. Elle était seule au moment du drame. Faute d'effectifs suffisants, People & Baby avait rogné sur la formation et la sécurité élémentaire.

Dans la foulée de ce drame, une vaste enquête de l'IGAS, l'Inspection générale des affaires sociales, a été diligentée. Plusieurs livres-enquêtes ont mis en

évidence que la maltraitance, loin d'être une dérive individuelle, est au contraire institutionnelle : économies sur les couches, sur la nourriture, sur les fournitures, sur le personnel, afin de générer le maximum de profits.

Mais comme l'a dit l'avocat des parents de la petite : « *Avez-vous l'impression qu'il y a un avant ou un après Lisa ? En emmenant votre enfant à la crèche, vous dites-vous que les choses ont changé ? Les parents ne le pensent pas, et moi non plus.* »

Christian Bernac

Darmanin fait des émules

Le 3 avril, Loïc Kervran, un député du groupe Horizons, le parti d'Édouard Philippe, a fait adopter une proposition de loi revenant sur des dispositions prises en 2019 pour désengorger les prisons.

Contrairement à ce qui se fait aujourd'hui, l'incarcération deviendrait la règle, y compris pour des peines de prison ferme de moins d'un mois. Le principe selon lequel une peine inférieure ou égale à six mois doit obligatoirement être aménagée, par exemple par le port d'un bracelet électronique, serait abrogé. L'aménagement d'une peine pourrait subsister, et même jusqu'à deux ans de prison, mais sur

décision du juge.

Sa proposition, qui n'est pas encore transformée en loi, s'appuie sur l'idée que les dispositions précédentes brimeraient la liberté des juges, lesquels devraient seuls décider s'il faut ou non incarcérer, et qu'elles n'ont mis fin ni à la surpopulation carcérale ni à la récidive.

Mais l'argument masqué, qui a sûrement rencontré un soutien dans un large éventail de députés de l'extrême droite au centre, tient sûrement plus à l'affirmation que 80 % des Français trouveraient la justice laxiste.

Que de voix en perspective... et quel enfer dans les prisons déjà surpeuplées !

S. M.

Gaza : une horreur sans fin

Depuis le 2 mars toutes les livraisons d'aide alimentaire à Gaza ont cessé. Depuis le début de la guerre, les bombardements, les attaques terrestres de l'armée israélienne ont déjà tué 53 000 Palestiniens, à 70% des femmes et des enfants.

Privés de tout, les survivants cherchent à échapper à la faim, aux maladies – non vaccinés, les enfants sont atteints par la polio –, plantent leurs tentes là où c'est possible, dans des champs de ruines, sans eau potable, sans électricité, sans égouts. Ils sont encore sommés de se déplacer, comme à Rafah, où Netanyahu veut, dit-il, « saisir de larges zones ». C'est d'ailleurs un quart du territoire qu'il a l'intention de réoccuper, afin d'y implanter des « zones de sécurité », dont des routes israéliennes infranchissables coupant l'étroit territoire en plusieurs bandes.

Le 5 avril, des Israéliens ont manifesté pour exiger l'arrêt de la guerre et le

retour des derniers otages, alors que Netanyahu était en voyage à Budapest chez son homologue d'extrême droite Orban. Une manifestante était hors d'elle de le voir se pavaner dans un hôtel de luxe au bord du Danube, alors qu'elle était sans nouvelle des otages. Sans remettre les pieds en Israël, il est allé retrouver Trump aux USA, ce qui a choqué davantage encore.

Mais loin d'arrêter les massacres, Netanyahu a ordonné l'intensification de la guerre, prétendant exercer une pression pour la libération des otages. Non seulement les incursions militaires terrestres ont repris à Gaza, mais des bombardements ciblés, de véritables

meurtres, ont été organisés.

C'est ainsi qu'ont été découverts, dans une fosse commune, les corps de 14 secouristes et d'un travailleur humanitaire de l'ONU. Des vidéos tournées par l'une des victimes prouvent qu'ils ont été délibérément visés, dans leurs véhicules de secours. Alors que ceux-ci roulaient en convoi sur une route de Gaza, identifiables et feux allumés, leurs occupants ont été sciemment « exécutés », dit un médecin palestinien. Des journalistes palestiniens ont aussi été clairement visés le 7 avril, deux d'entre eux ont perdu la vie, l'un brûlé vif dans l'incendie de sa tente.

Depuis 18 mois des dizaines de milliers de Palestiniens ont été victimes du terrorisme de l'État israélien, soutenu par les dirigeants occidentaux.

Viviane Lafont



Dans une école de Gaza, bombardée le 4 avril.

Yémen : un peuple écrasé par l'impérialisme

Les États-Unis ont intensifié leurs bombardements sur le Yémen, aggravant encore la situation de ce pays dévasté par près de dix ans de guerre.

Les 5 et 6 avril, ils ont touché Saada, dans le nord du pays. Plusieurs bombardements auraient également touché le district de Harib, dans la province de Marib, à l'est de la capitale, Sanaa. Avec le cynisme dont il est coutumier, Trump a publié sur son réseau Truth Social des images d'un bombardement sur des dizaines de combattants houthis,

assorties d'un « *Oups, ils ne couleront plus jamais nos navires !* » Quelques jours auparavant, la porte-parole du gouvernement américain Karoline Leavitt, s'était vanté des « 200 frappes réussies » depuis mi-mars contre le pouvoir des Houthis.

La population yéménite continue de subir cette guerre qui prend le relais de celle déclenchée en mars 2015

par l'Arabie saoudite, avec l'accord, déjà, des États-Unis, pour soutenir le pouvoir qui lui était inféodé, et tenter de renverser les Houthis. Ces dix ans de guerre ont provoqué une grave crise humanitaire dont le pays ne se relève pas. Le Yémen est en ruines. Les habitations ont été détruites par les bombardements, tout comme les écoles et les hôpitaux ; les marchés ne sont plus approvisionnés et le peu de denrées que l'on peut encore y trouver sont hors de prix pour la plupart des familles.

4,8 millions de personnes ont dû se déplacer à l'intérieur du pays, dont beaucoup vivent dans des camps.

Les gens ont faim et ne peuvent plus se soigner. Selon les données de l'ONU, plus de 19 des 35 millions d'habitants du Yémen ont besoin d'aide, dont 17 millions sont victimes de la faim. L'Unicef estime qu'un enfant meurt de faim, de maladie, sous les bombes, toutes les dix minutes dans le pays. Le Programme alimentaire mondial (PAM) de l'ONU s'inquiète du possible arrêt

du financement de l'aide alimentaire d'urgence à 14 pays, dont le Yémen, ce qui « *reviendrait à condamner à mort des millions de personnes confrontées à la faim extrême et à la famine* ».

Ces catastrophes qui s'abattent sur des millions de Yéménites sont les conséquences d'un système où les grandes puissances imposent leur domination quel que soit le prix à payer pour les populations.

Aline Retesse

Faim dans le monde : l'indifférence des grandes puissances

Au sommet Nutrition pour la croissance (N4G) tenu à Paris les 27 et 28 mars, États et ONG ont promis 27 milliards d'euros pour la lutte contre la faim.

Pourtant, sur le terrain, les financements réels chutent et la sous-alimentation chronique augmente : 733,4 millions de personnes souffraient de la faim en 2023 selon l'ONU, en augmentation de 36 % en dix ans. L'administration Trump a supprimé

83 % des programmes d'Usaid, qui gérait à elle seule 42,8 milliards de dollars d'aide humanitaire.

Dans les autres pays impérialistes, ce n'est pas mieux. La France a annoncé 750 millions d'euros sur cinq ans pour l'aide alimentaire, continuant

de diminuer l'aide au développement

Les conséquences sont immédiates. Le Programme alimentaire mondial de l'ONU a averti que la baisse de ses financements pouvait priver 58 millions de personnes d'une aide vitale dans les mois à venir.

Selon un représentant de l'ONG Action contre la faim, « 1,5 million de

personnes sont concernées par ces coupes, [...] dont 800 000 personnes qui sont en danger, c'est-à-dire qui vont mourir dans les prochaines semaines. »

Pendant des décennies, les États occidentaux ont prétendu vouloir éradiquer la faim. Mais aujourd'hui, ils ne font même plus semblant de le vouloir.

Lucas Pizet



Ukraine : l'armée américaine aux commandes

Le 28 mars, le *New York Times* a publié un long article qui montre que les États-Unis « ont été mêlés à la guerre [en Ukraine] bien plus intimement et largement qu'on ne le pensait jusqu'à présent ». Pour être vraiment honnête, ce journal aurait dû écrire : « qu'on – ce journal compris – ne voulait l'avouer aux populations d'Amérique et d'Europe jusqu'à présent ».

En effet, durant trois ans de guerre, les gouvernements américains, leurs alliés européens et les médias n'ont cessé de mentir sans vergogne en prétendant que « l'OTAN n'est pas impliquée dans la guerre », qu'il ne s'agit « pas d'une guerre par procuration, mais d'une guerre entre la Russie et l'Ukraine ».

Cela étant, l'article a le mérite de souligner ce qu'il en est, et de rappeler comment et pourquoi gouvernants et médias ont menti à « leurs » peuples sur cette guerre et ses motivations.

On y apprend que des

militaires américains et britanniques ont été déployés en Ukraine (mais sans que leur nombre soit fourni), qu'ils dirigeaient personnellement les opérations de combat. « Des conseillers militaires américains ont été envoyés à Kiev, puis autorisés à se rendre au plus près des combats », écrit le *New York Times*.

« Chaque matin, les officiers américains et ukrainiens définissaient les priorités d'attaque [...]. Les officiers de renseignement américains et de la coalition examinaient les images satellites, les



Le croiseur Moskva, coulé en avril 2022.

émissions radio et les communications interceptées pour localiser les troupes russes, [livrant] ensuite leurs coordonnées aux Ukrainiens pour qu'ils tirent sur eux. » C'était le commandement américain en Europe, à Wiesbaden en Allemagne, qui « supervisait chaque frappe » de missiles à longue portée Himars : des officiers américains « examinaient la liste des cibles, conseillant [les Ukrainiens jusque] sur le positionnement de leurs lanceurs ». Ainsi, l'armée américaine a « offert » à l'armée ukrainienne des cibles comme le navire

amiral de la flotte russe de la mer Noire, le Moskva, et le pont de Kertch, qui relie la Crimée au continent. Quant à l'arsenal de Toropets, près de Moscou, son attaque en 2024 a été dirigée par la CIA, qui a, entre autres, « établi le nombre de drones nécessaire » et « tracé leurs trajectoires de vol ».

Même si, chose bien improbable, les puissances impérialistes n'avaient pas directement participé à cette guerre, cela n'aurait de toute façon rien changé au fond de l'affaire. Certes, la Russie est l'agresseur, mais c'est le camp impérialiste, et les États-Unis qui, depuis au moins trente

ans, ont tout fait pour acculer la Russie à réagir contre l'avancée permanente des troupes de l'OTAN à ses frontières, en utilisant l'Ukraine et son peuple comme un pion contre la Russie.

Ce pion, la Maison Blanche est prête à le sacrifier dès lors qu'elle n'en a plus autant besoin. Du même coup, certains médias n'ont sans doute plus autant besoin de couvrir le fait que les États-Unis et l'OTAN, invoquant la liberté et le droit des peuples, ont fait cette guerre avec la peau du peuple ukrainien, mais aussi celle du peuple russe.

Pierre Laffitte

Russie : ce qui "préoccupe" le régime...

Entamés en fanfare par Trump fin février, les pourparlers sur un cessez-le-feu en Ukraine non seulement n'avancent guère, mais semblent au point mort.

Le 7 avril, Poutine a fait savoir qu'il « soutient l'idée d'un cessez-le-feu, mais que, avant cela, toute une série de questions reste en suspens. » Il y aurait, selon lui, « l'incapacité du régime de Kiev à contrôler plusieurs groupes extrémistes » – des ultranationalistes – et « les projets de militarisation ultérieure » de l'Ukraine – comme l'envoi de troupes, dont Macron et le Premier ministre britannique, prétendent qu'elles garantiraient la paix.

Est-ce là un problème pour le Kremlin ? Ou s'empare-t-il de prétextes destinés à faire monter les enchères, dans l'espoir que Trump, qui aura de toute façon le dernier mot dans un éventuel accord, fasse plus de concessions à Moscou ? L'avenir le dira.

En attendant, le chef de la diplomatie américaine Marco Rubio affirme que Trump ne tombera « pas dans le piège de négociations interminables » et que « nous saurons assez vite [...] si la Russie est sérieuse ou non en ce qui concerne la paix ».

Guerre de communiqués et bluff diplomatique font partie de la guerre tout court. Maintenant si Trump ménage Poutine – ainsi sa décision d'augmenter fortement ses tarifs douaniers pour tous les pays épargne la Russie – et si l'armée de Moscou continue d'avancer au détriment de Kiev, en Russie même la situation intérieure n'a rien pour réjouir le régime.

L'inflation, dont Poutine a dit en décembre, un aveu inhabituel de sa part, qu'elle constituait « un signal préoccupant », a atteint 10,06 % en février. En un an, les prix de l'alimentation ont crû en moyenne de 11 %. C'est bien plus pour l'huile de tournesol et le beurre (+ 36 %, selon l'organisme officiel des statistiques Rosstat), ce qui a fait la une de la presse nationale.

Tout indique que l'inflation, en forte progression depuis deux ans sur fond de guerre, se poursuit, et donc aussi l'écrasement du pouvoir d'achat des classes laborieuses et populaires. Et tous les budgets sociaux sont

laminés car la moitié du budget de l'État va désormais à « l'effort de guerre ».

Dans un premier temps, cela avait dopé l'économie, en tout cas les industries d'armement. Dans certaines branches, les salaires en avaient aussi profité. En effet, entre le million d'hommes qui ont fui la mobilisation en s'exilant et un nombre plus élevé d'hommes partis au front, beaucoup d'entreprises sont venues à manquer de main-d'œuvre et ont cherché à en attirer par des salaires

revus à la hausse. Bien sûr, le Kremlin a pu se targuer de l'effet « bénéfique » de son « opération spéciale » en Ukraine. Mais cet effet n'a eu qu'un temps.

Récemment, le vice-ministre de l'Industrie a admis que « les salaires ont cessé de croître dans le complexe industriel de la défense ». Mais ailleurs, cela fait plus de deux ans que les salaires sont en berne. Et cela se fait déjà sentir en divers endroits. En Khakassie, une république de Sibérie centrale, pauvre et

n'ayant d'autres ressources que l'extraction du charbon, réseaux sociaux et presse locale tirent périodiquement à boulets rouges sur les directions qui ne versent plus qu'avec retard les salaires des soignants et des enseignants. À Perm, la capitale de l'Oural occidental (plus d'un million d'habitants), cela fait trois mois que la direction d'une grande usine, qui fabrique des machines et équipements pour les houillères, ne verse plus les salaires.

Ce ne sont que quelques exemples récents. Dans la population, au désenchantement d'avoir vite vu que la paix, qu'elle espérait à portée de main, n'est pas pour demain, s'ajoute l'inquiétude largement partagée que suscite le fort recul de son niveau de vie.

Poutine y voit « un signal préoccupant » pour lui et ceux, les oligarques et les bureaucrates, dont il protège les intérêts. Il a sans doute quelques raisons de craindre que cela puisse se muer en colère de la population et, souhaitons-le, que sa colère se retourne contre ce régime de parasites.

P. L.



États-Unis – Canada : la guerre commerciale et ses conséquences pour la classe ouvrière

La guerre commerciale entre les États-Unis et le Canada commence à avoir des conséquences concrètes pour les travailleurs des deux pays. Stellantis a mis au chômage technique les 4 500 salariés de son usine d'assemblage de Windsor, au Canada, à quelques kilomètres de la ville américaine de Detroit.



Windsor, au Canada, vue de Detroit, aux États-Unis.

La même firme a mis à l'arrêt sa production à Toluca, au Mexique, pour un mois, et elle licencie 900 travailleurs aux États-Unis. Les travailleurs de l'usine Ford de Windsor s'attendent également à ce que leur usine soit mise à l'arrêt.

Depuis trente ans, le Canada participait à une zone de libre-échange avec les États-Unis et le Mexique, et un accord commercial sur l'automobile avec les États-Unis était en vigueur depuis 1965. Ce secteur est donc très intégré entre les deux pays, les pièces et les véhicules franchissant la frontière plusieurs fois. Par exemple, certains Ford F-150 sont équipés de moteurs construits au Canada, avec des pièces fabriquées au Mexique, pour des véhicules ensuite assemblés dans le Michigan ou le Missouri. Or, des droits de douane de 25 % sur les véhicules, sur l'acier et sur l'aluminium importés sont entrés en vigueur aux États-Unis. Le Canada y vend 1,6 million de véhicules, soit 93 % de sa production, et il en importe 2 millions. Au Canada, l'automobile emploie directe-

ment 125 000 salariés et indirectement 500 000 autres. Et le pays s'attend à des droits supplémentaires sur les médicaments, le bois et les semi-conducteurs.

Le nouveau Premier ministre canadien, Mark Carney, a annoncé une riposte avec des droits de douane équivalents. Face à cette guerre commerciale et aux revendications annexionnistes de Trump, le pays connaît une poussée nationaliste anti-américaine. Les deux pays partagent la plus longue frontière au monde, sur près de 9 000 kilomètres, une frontière traversée tous les jours par quelque 400 000 personnes et des dizaines de milliers de camions. Mais un boycott canadien des marchandises et des voyages aux États-Unis a été lancé et, lors des événements sportifs, l'hymne américain est sifflé. L'effet drapeau joue à plein et Carney, ancien banquier de Goldman Sachs, ancien gouverneur de la Banque du Canada et de la Banque d'Angleterre, bénéficie d'un soutien accru dans l'opinion. Le Parti libéral qu'il dirige était largement donné

perdant aux élections fédérales du 28 avril prochain, mais il est maintenant favori après une remontée spectaculaire.

Les syndicats participent, à leur manière, à cette flambée nationaliste. Aux États-Unis, le syndicat de l'automobile UAW, dirigé depuis deux ans par l'équipe supposée combative du secrétaire Shawn Fain, approuve les droits de douane de Trump sur les véhicules et les pièces étrangères. Quant au syndicat canadien de l'automobile, historiquement issu de l'UAW, il s'oppose aux droits de douane américains et soutient les mesures de représailles de son Premier ministre.

Au nom de la « défense de l'emploi », les travailleurs des deux pays sont appelés par leurs organisations à se solidariser de leurs ennemis de classe et de leurs gouvernements respectifs. Au contraire, il leur faudra trouver la voie d'une lutte commune ignorant les frontières pour préserver leurs emplois et leurs salaires.

Michel Bondelet

Taiwan : manœuvres militaires et propagande

Le 1^{er} et le 2 avril, l'armée chinoise a fait une démonstration de force autour de Taïwan, simulant un blocus de l'île. Ces manœuvres militaires ont été l'occasion pour la presse française de dénoncer une nouvelle fois la menace chinoise sur la « démocratie » taïwanaise et de mettre en avant la marine nationale comme un rempart.

L'île de Taïwan, située à 150 kilomètres des côtes chinoises, compte 23 millions d'habitants et est revendiquée par Pékin. En 1949, Tchang Kaï-cheh et ses hommes du Kuomintang, massacreurs d'ouvriers, vomis par la population chinoise, battus par les armées de Mao, se sont réfugiés à Taïwan et séparèrent l'île de la Chine sous la protection des armées américaines. Alors que la Chine était mise sous embargo, ce n'est pas Pékin mais Taïwan qui fut reconnu par l'impérialisme comme la Chine officielle, occupant un siège au Conseil de sécurité de l'ONU. Taïwan servit alors de base

arrière pour les États-Unis pendant les guerres de Corée et du Vietnam. L'île, présentée déjà comme le rempart de la démocratie contre le communisme chinois, a été un baignoire pour la classe ouvrière. La loi martiale ne fut levée qu'en 1987, ce qui permit au régime de se donner une façade démocratique à partir des années 1990. Mais la statue de Tchang Kaï-cheh trône toujours à Taïpei, la capitale, et l'appareil militaro-policière à l'œuvre pendant les décennies de terreur constitue toujours l'ossature de l'État.

Aujourd'hui, la Chine a récupéré son statut international mais pas Taïwan qui

reste un atout entre les mains de l'impérialisme contre Pékin. Le statu quo depuis plus de 40 ans consiste pour le régime chinois à tolérer l'indépendance de fait de Taïwan tant que cette indépendance n'est pas officielle et, pour l'impérialisme, à surarmer le régime taïwanais en en faisant son relais dans la région.

Les manœuvres d'avril s'inscrivent donc dans ce rapport de force entre la Chine et l'impérialisme occidental. Le régime de Pékin montre ses muscles, faisant vibrer au sein de sa population la corde nationaliste. En face, les puissances occidentales font de même. Les médias français ont par exemple monté en épingle les manœuvres maritimes dénommées « Pacific Steller ». Au journal de France 2 le soir du 2 avril, ces manœuvres, qui ont eu lieu en réalité du 8 au 18 février, rassemblant, au large des Philippines, le porte-avions



Marine chinoise lors des exercices du 1^{er} avril.

français *Charles-de-Gaulle*, un porte-avions américain et japonais, étaient présentées comme le contrepoids nécessaire à la puissance chinoise. Ce reportage contre « la Chine toute-puissante » affirmait que « la prospérité de la France dépend de la stabilité de la région ». Il voulait aussi démontrer la capacité des armées françaises à faire la guerre avec l'impérialisme américain contre la Chine et vantait la qualité du matériel tricolore.

L'impérialisme français veut jouer un rôle dans les conflits à venir, il doit pour cela afficher une certaine puissance militaire et il doit convaincre la population d'accepter les sacrifices nécessaires. Ce ne sera pas pour défendre la « démocratie » taïwanaise ni la prospérité de la France, mais bien celle des industriels et des banquiers français en leur assurant un accès au futur repartage des marchés.

Serge Benham

Champagne : travailleurs et exploiters n'ont pas d'intérêt commun

La menace de Trump d'augmenter de 200 % les taxes douanières sur le champagne ne s'est finalement pas concrétisée, elles ne seront que de 20 %. Pour autant, le patronat de la filière viticole, et notamment l'Union des Maisons de Champagne (UMC), continue de mettre en avant le manque à gagner et d'éventuelles conséquences sur l'emploi.

Dans cette campagne pour que le champagne ne soit pas fortement taxé, les syndicats du secteur lui ont emboîté le pas. La CGT champagne explique que « la filière champagne, fleuron de l'économie française et symbole de notre terroir, est directement menacée » et en appelle à l'Union européenne pour qu'elle renonce « à la surtaxation du

bourbon et du whisky américains, afin d'apaiser les tensions commerciales et de préserver la stabilité économique de notre secteur ». Elle veut également que « les autorités françaises défendent avec force les intérêts de la filière viticole. »

La CFDT de Moët et Chandon du groupe LVMH s'en remet à Bernard Arnault, invité par Trump

lors de son intronisation : « On se rassure en se disant que nos patrons vont faire le déplacement aux États-Unis et plaider en faveur de la Champagne. »

Ces prises de position interviennent en pleine période de négociation salariale au moment où les syndicats réclament 3,8 % d'augmentation. Devant leur refus de signer l'accord avec une hausse de 1,5 %, l'UMC est revenue au 1,1 % proposé initialement, rappelant ainsi qui sont les maîtres.

Depuis des mois le patronat de ces grandes maisons pleure misère et met en avant une baisse des



Travailleurs du champagne mobilisés à Épervain en novembre 2023.

ventes. Il se garde bien de dire que les prix ayant augmenté de 25 % depuis 2019, les affaires marchent très bien. Après des années 2022 et 2023 exceptionnelles, le chiffre d'affaires estimé pour 2024 est revenu à ses niveaux de 2019 et 2021, qui ont été de très bons crus. Et de fait, au cours de toutes ces années, des profits record ont été enregistrés.

Enfin, nul doute que les groupes comme LVMH ou Pernod Ricard qui ont investi depuis des dizaines

d'années dans la Napa Valley en Californie, en y introduisant les méthodes champenoises avec œnologues et chefs de cave pour y produire du vin pétillant, sauront continuer à faire couler à flots les profits même si sur l'étiquette n'est pas marqué champagne.

Les travailleurs du champagne, eux, devront défendre leur emploi et leur salaire face aux capitalistes du secteur et non en s'alignant derrière eux.

Correspondant LO

Thales-Mérignac : le mouvement s'étend

Partie de la production de DMS Thales à Mérignac, sur les lignes des radars et du Rafale mi-mars, la grève pour les salaires s'est répandue sur d'autres lignes de production chez AVS touchant une quarantaine de techniciens.

Depuis fin mars, une vingtaine d'ingénieurs ont rejoint le mouvement. La grève démarrée à Mérignac a motivé plusieurs services d'autres sites, au

moins à Toulouse et à Vélizy. À Toulouse, plusieurs dizaines de salariés dans plusieurs équipes s'y sont mis depuis le 1^{er} avril. À Vélizy, c'est la Chimie, le

cœur de l'usine, qui multiplie les débrayages.

Jeudi 3 avril, sur le campus Thales de Mérignac, c'était du jamais vu. Plus de 600 salariés d'AVS et de DMS ont débrayé occupant les couloirs de la direction dans une ambiance survoltée. Même les travailleurs qui regardent d'habitude passer les cortèges ont décidé de se joindre au rassemblement. Peut-être que les augmentations misérables reçues fin mars ont fini par convaincre encore plus de monde qu'il fallait se battre.

Niant l'évidence, la direction continue de prétendre que les travailleurs de Thales ne seraient pas si mal lotis que cela... Les grévistes, et ceux qui les soutiennent en remplissant la caisse de grève y compris sur d'autres

sites, restent déterminés.

À la suite d'une réunion interentreprises et intersyndicale, annonçant pour le 10 avril une manifestation sur la zone industrielle, la presse nationale a fait écho à la grève de Mérignac. Mais une partie a prétendu que les grévistes voulaient « leur part du gâteau » et affirmaient que « l'effort de guerre ne doit pas servir à enrichir seulement les actionnaires » !

Non, les salariés qui luttent sont juste indignés par leurs salaires revalorisés en dessous de l'inflation alors que l'entreprise distribue des milliards à ses actionnaires, parmi lesquels les plus riches du pays, la famille Dassault. Les grévistes veulent leur dû, juste leur dû.

Correspondant LO

Dans les bulletins Lutte ouvrière



Mickey Mouse

Le Brancardage central est infesté de souris. Chaque soir, avant de partir, on nettoie les crottes sur les tables, dans les placards, mais elles réapparaissent dès le lendemain matin. Récemment, on a même trouvé une souris... en train de manger notre repas !

Pour y remédier, on peut toujours attendre le Chat Botté... mais ce serait plus simple si la direction faisait appel à une entreprise de dératisation.

Double jeu

Chaque année, des aides-soignantes sont reçues au concours d'infirmière. Le problème, c'est qu'elles n'ont pas toutes droit au financement de l'AP-HP pour se former en école d'infirmière. Au niveau du GHU dont fait partie St-Louis, seules 44 personnes ont obtenu un financement, sur 155 demandes.

Si l'AP-HP voulait recruter des infirmières comme elle le prétend, elle financerait 100 % des collègues reçues au concours.

Hôpital Saint-Louis



Entrée du site de Mérignac, le 4 avril.

SNCF Paris-Nord : un militant convoqué suite à un rassemblement

Depuis deux mois, sur la ligne H de Paris-Nord, des cheminots ont réagi en solidarité avec une jeune intérimaire qui subissait le harcèlement sexuel d'un collègue, et face à la décision de la direction de la licencier.

En février, un rassemblement avait été organisé devant sa gare. Une quinzaine de cheminots s'étaient alors retrouvés pour s'opposer à l'attitude de la direction et

exiger la réintégration de leur collègue intérimaire.

La direction s'en prend maintenant à un des militants Sud-Rail à l'initiative du rassemblement. Il lui est

reproché sa façon de parler au chef, alors qu'il n'a fait que l'appeler par téléphone étant donné qu'il refusait de se présenter devant les agents.

Ce cheminot, militant syndical Sud-Rail connu et apprécié, faisait partie de ceux qui avaient dénoncé l'attitude de la direction depuis le début. Il est convoqué

pour un entretien disciplinaire, avec la menace d'une sanction supérieure à un blâme avec inscription.

Un nouveau rassemblement était prévu pour le soutenir le jour de sa convocation, jeudi 10 avril en gare du Nord. La direction n'en a pas fini avec la colère des cheminots.

Correspondant LO

Ampere ST (Renault): non au travail du samedi et du dimanche!

Chez Ampere ST (Software&Technologies), filiale de l'ingénierie, créée il y a deux ans au sein du groupe Renault, les conditions de travail se durcissent de plus en plus.

Cette filiale comprend environ 1 000 travailleurs au Technocentre de Guyancourt, dans les Yvelines, et environ 500 travailleurs sur les sites de Sofia Antipolis (Antibes) et de Toulouse.

La direction a commencé à mettre en place le travail le samedi, à partir du mois d'avril. Prenant comme prétexte le retard sur les plannings des projets de développement des véhicules, les chefs font circuler des tableaux parmi les équipes pour que les camarades de travail « volontaires » pour le travail du samedi, s'y inscrivent.

Aujourd'hui, la direction prétend que c'est au volontariat. Mais dans les faits, elle exerce une pression sur les ingénieurs et les techniciens pour qu'ils acceptent, en disant que « si on ne fait pas de sacrifice, Renault va perdre la compétition par rapport aux constructeurs chinois ». Les chefs essaient d'en convaincre quelques-uns de telle sorte que cela entraîne les autres. En réalité, la concurrence oppose les constructeurs automobiles, et ils tentent de mettre les travailleurs en concurrence entre eux à l'échelle du monde, au bénéfice des

grands actionnaires.

De plus, la direction vient de faire signer un accord sur l'organisation du travail aux syndicats majoritaires (CFE/CGC et CFDT) dont une clause permet même le travail le dimanche! La période où l'on peut prendre ses congés d'été est élargie, car les chefs demandent à certains salariés de les poser en dehors des vacances scolaires, pour continuer à travailler sur les projets.

En plus de l'extension du travail aux samedis et dimanches, chez Ampere ST, les conditions pour obtenir des augmentations de salaire ont été durcies également chez Renault. Parmi les ingénieurs d'une même équipe, seuls deux ou trois

auront une augmentation cette année. Pour les techniciens, ils auront droit à l'augmentation générale de 1,2 %, et quelques-uns seulement auront une augmentation individuelle. La direction des « ressources humaines » a imposé ces consignes aux petits chefs d'équipe. Elle cherche de cette façon à diviser et à décourager les travailleurs.

Le travail des samedis et dimanches est une attaque de la part des directions de Renault et d'Ampere. Pour l'instant, cela vise les salariés de Ampere ST, mais risque bien de s'étendre à l'ensemble du groupe Renault.

Parmi les travailleurs, certains sont choqués de

revenir au siècle dernier. D'autres disent qu'ils n'accepteront jamais de travailler le week-end. Mais des collègues plus jeunes pensent que ce n'est pas si grave, que ça ne les dérangerait pas de travailler le week-end pour arrondir leurs fins de mois. Néanmoins les plus déçus pensent à quitter l'entreprise pour aller travailler ailleurs, et les plus âgés aimeraient partir rapidement à la retraite ou espèrent un plan de départs.

Pour le moment, c'est l'occasion de discuter entre camarades de travail. Car c'est en étant unis et en se battant collectivement que les travailleurs pourraient résister à ces dégradations.

Correspondant LO

Stellantis – Douvrin : un débrayage réussi

Jeudi 3 avril, près d'une centaine de travailleurs de l'usine Stellantis de Douvrin, dans le Pas-de-Calais, se sont mobilisés à l'interposte, avec débrayage en fin de matinée et début d'après-midi, pour exiger des garanties pour leur avenir face à la fermeture de l'usine.

Cela fait des années que la direction ferme petit à petit l'usine, qui produit des moteurs thermiques pour le groupe. À coup de départs à la retraite non remplacés, ou de départs « volontaires », elle a réussi à passer de 1 500 salariés il y a quatre ans à 700 aujourd'hui, dont 150 intérimaires.

Son but est de fermer l'usine sans rien devoir aux travailleurs qui se retrouvent sur le carreau. C'est pour cela que jusqu'à aujourd'hui, la direction ne parle pas officiellement de fermeture, tout en mettant la pression pour que les travailleurs s'en aillent avec des conditions de départ minimum. Elle a avancé plusieurs prétextes : les résultats du groupe, les normes européennes, la transition énergétique... Tout pour essayer de faire accepter leur sort aux travailleurs. Mais au rassemblement de jeudi, en plus des travailleurs des deux équipes, il y avait également des camarades de l'équipe de nuit, des sous-traitants, d'autres usines du Valenciennois et des camarades de l'usine de Poissy.

Les travailleurs qui

se sont mobilisés sont conscients qu'on ne peut pas laisser faire la direction sans rien dire. Ce rassemblement leur a permis de reprendre confiance dans leur force, en renforçant leur conviction qu'après des années à s'esquinter la santé pour produire des moteurs, il faut que la direction paye!

Dans l'usine, les travailleurs continuent à produire

des moteurs, ils ont encore cette force entre les mains. Et puis quel que soit l'état des stocks, leur véritable force, c'est de ne pas être tout seuls. À Poissy, les travailleurs sont confrontés à la même politique patronale : une fermeture programmée qui va encore supprimer des milliers d'emplois.

Pour continuer à faire leurs profits, les patrons attaquent partout. Les travailleurs qui se mobilisent défendent leur peau. Ils peuvent entraîner les autres, dans l'usine, mais aussi à l'extérieur, dans les autres usines du groupe ou au-delà.

Correspondant LO



Stellantis – Mulhouse : premier recul de la direction

Une vingtaine d'ouvriers du Ferrage de l'usine Stellantis de Mulhouse, accompagnés par des délégués CGT et CFDT, se sont mis en grève mercredi 2 avril en début d'équipe d'après-midi, pour protester contre des postes trop chargés.

Le directeur ayant préféré faire la sourde oreille, les grévistes sont allés défiler dans tous les secteurs du Ferrage, puis au Montage. Au bout de trois heures, un chef du personnel est venu pour tenter de déminer le terrain, sans succès. Les grévistes rassemblés autour de lui revendiquaient du concret, soit deux postes supplémentaires par secteur. La direction proposait

de faire rentrer huit intérimaires en tout pour le Ferrage dans les deux équipes, à peine de quoi combler les départs en congés et les absences pour maladie. Certains salariés, dont c'était la première grève, ont vidé leur sac et répondu à ce responsable qu'ils ne lâcheraient pas, parce qu'après le travail ils étaient obligés de se bourrer de médicaments, tellement ils avaient mal

partout. En fin de journée, plus de la moitié de la production du Ferrage n'avait pas été faite.

Jeudi 3 avril au matin, sept ouvriers du Ferrage se sont d'abord mis en grève pour faire comme leurs camarades la veille, puis ils sont allés chercher ceux qui étaient restés en poste. Au bout d'une heure, à plus d'une trentaine, ils sont allés dans le bureau du directeur du Ferrage qui n'en menait pas large. Des salariés ont pris la parole et ont défendu leurs revendications. Trois heures plus tard, la direction lâchait, s'engageant à faire rentrer

21 intérimaires dans les prochains jours et reculant sur la suppression d'un poste.

C'est la première fois depuis bien longtemps que des grévistes font reculer la direction. Même si chacun a conscience que les postes créés ne sont pas permanents, mais juste des renforts rajoutés temporairement, voir un directeur manger son chapeau a fait du bien à tous, y compris dans les bureaux, et peut donner envie à d'autres d'agir de même, car il manque du monde partout dans l'usine.

Correspondant LO

Fonderie Falsimagne – Onival : en lutte

En bord de mer, à Onival-Woignarue, dans la Somme, les salariés de la fonderie Falsimagne se sont mobilisés le 31 mars pour leurs salaires et leurs conditions de travail.

Leurs patrons, héritiers d'une longue tradition familiale depuis trois générations, n'ont pas vu venir ce mouvement de colère. Peu de temps avant, ils se vantaient d'avoir fait leur meilleur chiffre d'affaires depuis de longues années. Ils ont sans doute été d'autant plus surpris par cette réaction que la dernière grève dans l'entreprise remonte à 1994.

Comme l'expriment les grévistes, « *ici c'est Germinal* » : les salaires sont bas, plus que dans les autres fonderies de la région, les conditions de travail sous les normes du code du travail. Il n'y a même pas de vestiaire pour se changer,

ni de douches, alors que le travail est très salissant, et même pas de douche d'urgence, indispensable en cas d'accident.

Le fait que l'entreprise compte moins de 50 salariés est un moyen pour la direction, qui a ouvert une autre entreprise non loin de là, d'accorder le moins possible aux travailleurs. Découper les entreprises en plusieurs sites pour ne pas avoir à créer de CSE est une vieille ficelle patronale.

Une vingtaine de travailleurs sur les 36 CDI, auxquels s'ajoutent 15 intérimaires, sont en grève et bloquent la production. Ils revendiquent une prime



de 1 500 euros et une augmentation de 1,50 euro de l'heure, pour arriver à une augmentation de 117 euros par mois. Ils veulent aussi une amélioration des conditions de travail et la mise en place d'une prévoyance.

Jeudi 3 avril, la direction a reçu les délégués CGT pour finalement annoncer qu'elle répondrait aux grévistes le lundi suivant. Devant leur

détermination, les patrons ont fini par lâcher du lest. Une prime de 1 000 euros a été obtenue ainsi qu'un système de prévoyance financé à 50 % par l'entreprise, pour les salariés qui souhaiteront y adhérer. L'installation de douches est prévue pour la fin de l'année. Mais pour la revalorisation salariale, le compte n'y est pas. Par conséquent, la grève continue jusqu'à satisfaction de cette revendication. Les grévistes tiennent bon et se retrouvent en assemblées autour d'un

barbecue, face à la mer, dans une ambiance de camaraderie chaleureuse.

Dans cette région de Picardie maritime, le Vimeux, existent de nombreuses entreprises industrielles petites et moyennes, dont les travailleurs ont les mêmes problèmes de fin de mois.

En se mobilisant, les grévistes de la fonderie Falsimagne montrent qu'ils ne sont pas prêts à se laisser écraser. Un exemple à suivre !

Correspondant LO

Commerce : les licenciements continuent

Il ne se passe plus une semaine sans l'annonce de fermetures de magasins. Dans le même temps, les propriétaires de la plupart des enseignes qui licencient continuent à remplir leurs coffres.

Fin mars, l'enseigne de jeans Kaporal a été mise en liquidation judiciaire. 85 magasins ont été fermés et 282 salariés licenciés. Début avril, Gifi a annoncé la fermeture de 11 magasins et le licenciement de 302 salariés, dont 186 dans les bureaux du siège. Et chez Intermarché, 28 hyper et supermarchés ex-Casino vont définitivement fermer. À chaque fois, le prétexte est un prétendu « manque de rentabilité » des magasins fermés. C'est se moquer du monde.

Le groupe Les Mousquetaires, qui détient les enseignes Intermarché, Netto, Bricomarché, Bricorama ou

Roady, accroît d'année en année son chiffre d'affaires et sa marge bénéficiaire. En 2024, Intermarché a mis plus d'un milliard d'euros sur la table pour racheter 294 magasins Casino. Il entend ainsi rivaliser avec Carrefour et Leclerc et surtout accroître la fortune de ses propriétaires.

Même chose pour Gifi. Spécialiste des produits de décoration à petits prix, son patron, Philippe Ginestet, est classé depuis longtemps parmi les plus grosses fortunes du pays. Pendant des années, il a endetté Gifi avec la complicité des banques, pompé les bénéfices par l'intermédiaire d'une holding

financière dont il était, avec sa famille, l'unique actionnaire. Aujourd'hui, après une opportune mise en redressement judiciaire, il a fait entrer les banques créancières au capital de Gifi et entreprend de restructurer l'enseigne pour garantir ses futurs profits et ceux des banques.

Et c'est aux salariés que ces groupes veulent faire payer le coût des restructurations : en supprimant de plus en plus d'emplois et en aggravant les conditions de travail. Ainsi, chez Monoprix, enseigne du groupe Casino, qui ferme aussi des magasins, 2 500 postes ont été supprimés dans les quatre dernières années et les arrêts maladie de plus de vingt jours ont augmenté de 40 % en trois ans, d'après une enquête du journal *L'Humanité*.

Vendredi 4 avril, une quinzaine de salariés du Monoprix du Prado à Marseille ont cessé le travail pour dénoncer les charges de travail trop lourdes, les postes non remplacés et les accidents de travail en hausse.

Partout, les mêmes problèmes se posent. Dénoncer et combattre collectivement les diktats et l'avidité des patrons est la seule solution.

Philippe Logier



Nos lecteurs écrivent France Travail contre les chômeurs et les travailleurs

En plus de l'indemnisation et de l'accompagnement de millions de demandeurs d'emploi, les conseillers de France Travail doivent désormais accompagner les bénéficiaires du RSA.

Cette nouveauté vient s'ajouter à toutes les autres comme le contrat d'engagement avec 15 heures d'activité hebdomadaires ou la nouvelle convention chômage qui réduit encore les conditions d'indemnisation des demandeurs d'emploi... Toutes ces nouveautés nous sont distillées au fil des semaines depuis le mois de janvier 2025 lors de réunions hebdomadaires.

Bien entendu, aucune ressource humaine supplémentaire n'est réellement prévue. Je précise humaine car l'intelligence artificielle, grand dada de la direction, serait censée nous aider, voire nous remplacer dans les nombreuses tâches qui nous sont déjà attribuées.

En attendant ce jour béni, c'est la chasse à la moindre économie et la gestion de la pénurie. Par exemple, dans l'agence où je travaille, la conseillère chargée des demandeurs d'emploi dans les situations les plus précaires, qui nécessitent un accompagnement soutenu, vient d'apprendre que le suivi ne pourrait aller au-delà de six mois, alors qu'il est de dix-huit mois actuellement.

Six mois pour mettre en place des mesures sociales (logement, garde d'enfant, aide alimentaire...) avant de retrouver un emploi durable, c'est bien évidemment insuffisant et la seule motivation n'y changera rien.

Eh oui, à France Travail comme ailleurs, le gouvernement s'en prend aux travailleurs et notamment aux plus fragiles d'entre eux.

Une salariée de France Travail



Monoprix du Prado, à Marseille, le 4 avril.

THÉO BESSARD

Naval Group – Ruelle-sur-Touvre : pour les salaires !

Depuis le vendredi 14 mars, entre 70 et 150 travailleurs débrayent plusieurs fois par semaine sur le site Naval Group de Ruelle-sur-Tourne, près d'Angoulême, en Charente, qui emploie un millier de salariés.

Lors de ces journées, les travailleurs se rassemblent à 8 h 30 sur un poste de travail bien défini avec pour conséquence de ralentir la production. Cette mobilisation à l'appel de la CGT et de SUD correspond à une certaine colère parmi les ouvriers à la suite des négociations annuelles obligatoires. La direction de Naval Group n'a concédé que 50 euros brut d'augmentation générale par mois alors que cette entreprise, chantier naval de défense, d'environ 16 000 salariés, a fait 266 millions d'euros de bénéfices en 2024. C'est sur le site de Cherbourg que 200 travailleurs ont en premier réagi.

Mercredi 28 mars, l'ensemble des accès du site de Ruelle ont été fermés, sauf la porte principale devant laquelle environ 150 grévistes se sont réunis de 7 à 11 heures. Plusieurs dizaines sont allés collecter les télécommandes des ponts

roulants pour les ramener à la direction. Il semble que celle-ci a éprouvé quelques difficultés pour associer de nouveau chaque télécommande à son pont.

Lundi 31 mars et mardi 1^{er} avril, le rassemblement a eu lieu au sablage où un arbre d'hélice était en cours de traitement. Le mardi, un mur avec les sacs de sable a même été construit ralentissant la récupération de la production par un camion. Vendredi 4 avril, ce sont les ordres de fabrication (OF) qui ont subi le même sort que les télécommandes. Le directeur du site s'est retrouvé avec plus d'une centaine d'OF sur les bras.

La CGT revendique des augmentations de salaires supplémentaires mais non chiffrées et l'ouverture d'une négociation sur le 13^e mois. Le DRH du groupe, sous prétexte que la mobilisation n'a pas lieu sur tous les sites, a donné pour



Lors d'une précédente manifestation.

consigne aux directions de chaque site de négocier localement, ce qui exclut en pratique toute mesure salariale sérieuse.

Le directeur du site a essayé de revenir à une situation normale en proposant la baisse du prix de la cantine de 0,5 euro par jour. Cette proposition a été ressentie par les travailleurs mobilisés comme une marque de mépris supplémentaire et n'a eu pour conséquence que de faire monter la colère d'un cran.

Correspondant LO

Dassault – Cergy : on bosse ensemble, luttons ensemble

Près de 200 travailleurs ont débrayé début avril à l'usine Dassault de Cergy, dans le Val-d'Oise. Selon les syndicats, ils ont été près de 2 000 à faire de même, sur l'ensemble des usines, et 500 sur le seul site de Mérignac.

Ce mouvement fait suite à l'annonce d'une augmentation de salaire inférieure à 2 %, alors que les actionnaires, c'est-à-dire la famille Dassault pour l'essentiel, se partagent un milliard d'euros de dividendes. Et comme ils n'en ont jamais assez, le PDG annonçait dans la foulée la diminution prochaine des sommes versées au titre de la participation. Cette mesure n'a fait qu'amplifier le mécontentement des travailleurs, quelques ingénieurs du bureau d'étude de Saint-Cloud se joignant même, de façon tout à fait inhabituelle, à la protestation.

À Cergy, les travailleurs sous contrat Dassault

représentent moins de 50 % de l'effectif de l'usine, laquelle en compte plus de 1 300 au total. La direction veille en effet à faire intervenir sur le site près d'une dizaine d'entreprises dites prestataires, dont Safran et Potez, lesquelles, tout comme Dassault, utilisent à tour de bras les contrats d'intérim. Cette stratégie vise à éviter que ceux qui travaillent ensemble sur les mêmes avions ne défendent ensemble leurs intérêts. Mais ce n'est pas gagné pour la direction.

En effet, les gestes de solidarité ne font pas défaut de la part de beaucoup de ces travailleurs durant les débrayages : les pauses

cigarette s'enchaînent tandis que d'autres veillent à siroter un café, voire deux, et que la majorité ne montre guère de cœur à l'ouvrage : preuve qu'il serait possible de donner une perspective de lutte collective. D'autant que, par exemple, les travailleurs de Safran enchaînent dans le même temps les débrayages pour les salaires sur plusieurs sites du groupe.

Pour autant, les syndicats de Dassault, CGT comme CFDT, se gardent bien d'offrir une telle perspective d'ensemble : ils ignorent ainsi superbement plus de la moitié des travailleurs, lesquels ne pourraient que renforcer la confiance en une lutte commune afin de se donner les moyens de faire reculer Dassault de façon significative.

Correspondant LO

IHOPE – Lyon : en grève

Une grève du personnel soignant a commencé lundi 7 avril dans l'unité d'hospitalisation conventionnelle de l'Institut d'hématologie et d'oncologie pédiatrique (IHOPE), géré conjointement par les Hospices civils de Lyon et l'hôpital privé à but non lucratif Léon-Bérard.

La quarantaine de soignantes étaient presque toutes en grève. Qu'elles soient du secteur public ou du privé, ces soignantes vivent la même galère : le sous-effectif, le manque de matériel et les salaires insuffisants, sans qu'aucune des deux directions ne réagissent à leurs alertes. Dès qu'elles ont décidé de se mettre en grève, elles ont pris en main leur mouvement et agissent en se concertant. Lundi matin, elles étaient une vingtaine devant l'institut pour faire des pancartes et accueillir la presse qu'elles avaient convoquée. Elles ont refusé d'être toutes assignées. La direction a dû reculer, et elles ont pu décider entre elles qui irait travailler.

Cela fait des mois que les soignantes doivent revenir sur leur repos, subissent les changements de planning de dernière minute, et n'ont qu'un seul jour de congé par semaine. Elles en ont assez qu'on les culpabilise quand elles refusent de revenir, assez du mépris des directions qui ne prennent pas la peine de répondre à leurs messages. Alors, elles ont dit stop, leur détermination et leur colère sont fortes.

Cette désorganisation est le fait de la direction qui entretient l'insuffisance des effectifs, en ne

remplaçant pas les infirmières puéricultrices et les aides-puéricultrices malades, de jour comme de nuit. Ainsi elles peuvent se retrouver à quatre pour 20 enfants, au lieu de six. Ce qui est épuisant pour elles et dangereux pour les enfants dont les traitements sont lourds et nécessitent beaucoup de surveillance.

En plus, à l'institut, c'est la misère. Les locaux sont vétustes, les matelas sont rafistolés avec du sparadrap, les supports pour les sacs à linges tiennent avec des garrots de récupération. Il manque continuellement des tenues, du linge hôtelier. Elles n'ont que des babyphones pour surveiller les enfants, alors qu'il faudrait des écrans de surveillance. Certains matériels sont inutilisables car incomplets. Les fax sont continuellement en panne, ce qui empêche la finalisation de certains examens.

Leurs primes et leurs salaires étant différents selon leur appartenance au public ou au privé, les grévistes demandent aussi des augmentations de salaire pour toutes.

Les deux directions devaient recevoir une délégation mardi 8 avril, les grévistes comptaient bien être toutes présentes et ne pas s'en laisser compter.

Correspondant LO



La Redoute-Quai 30 - Wattrelos : pas question de se faire arnaquer !

Depuis l'annonce le 6 février du plan d'externalisation à IDLogistics, les 322 travailleurs de La Redoute-Quai 30 à Wattrelos, près de Roubaix, n'ont pas cessé de se mobiliser contre ce projet qui n'est qu'un vaste plan d'économies à leurs dépens.

La Redoute est la propriété à 100 % des milliardaires Houzé, 32^e fortune de France, propriétaires des Galeries Lafayette. Il y a environ 900 salariés au siège de Roubaix et 322 à Quai 30, le site de logistique.

La Redoute et IDLogistics prévoient de faire baisser le prix du colis. Ils voudraient imposer une augmentation de la productivité de 19 % et une baisse de 20 % des frais de personnel d'ici à 2030 en continuant à user les salariés. Or 63 % des 322 travailleurs de Quai 30, ont plus de 50 ans, 42 % des salariés sont des travailleurs handicapés et 36 % présentent

des inaptitudes, ce qui est énorme !

La direction de La Redoute ose dire qu'il n'y a aucun problème puisque les salariés conservent leur emploi, sauf qu'après les quinze mois qui suivent le transfert à IDLogistics, toutes les garanties tombent. La Redoute dit s'engager à faire une annexe sociale au contrat commercial pour maintenir certains acquis, mais ce type d'annexe ne donne aucune vraie garantie.

Au 1^{er} janvier 2025, La Redoute a empoché les 44,5 millions restant des 180 millions de la Fiducie, cette caisse de réserve créée

en 2014 lors de la lutte contre le milliardaire Pinault qui licenciait, afin d'indemniser un peu mieux les salariés qui partaient. Les travailleurs estiment donc, à juste titre, qu'ils pourraient tous toucher 100 000 euros de prime de transfert. Mais cette prime, bien sûr, il va falloir aller la chercher car pour l'instant la direction a osé proposer... 2 100 euros brut.

Malgré la pression de la direction, qui menace d'appeler les huissiers, le travail a bien ralenti. Des équipes débrayent quand des chefs font trop pression. Un tract d'explication a été fait en direction de la population, une trentaine de travailleurs sont sortis sur un rond-point avec des pancartes, et ils ont rencontré un excellent accueil des passants. Une autre fois, à une petite dizaine, une diffusion

a été organisée à une entreprise de logistique proche de Quai 30 et, une autre fois encore, des tracts ont été diffusés à un entrepôt IDLogistics travaillant pour Auchan dans une zone industrielle proche.

Les points forts de l'action restent les rassemblements devant le siège de Roubaix quand la direction organise des réunions sur le transfert. Ainsi vendredi 4 avril, environ 80 salariés des quatre équipes se sont retrouvés et, au cri de « On lâche rien ! », ils se sont rendus bruyamment devant la salle où se tenait la réunion. Les syndicats devaient donner leur avis, consultatif, sur le transfert. Alors que le lundi précédent, certains syndicats refusaient de voter une action juridique contre le transfert, cette mobilisation a entraîné le refus unanime des syndicats.



Cette décision a été considérée par tous comme une petite victoire.

La direction croyait se débarrasser facilement des salariés de Quai 30. Elle s'est lourdement trompée.

Correspondant LO

Éboueurs - Saint-Étienne : ça déborde !

La quasi-totalité des éboueurs de la métropole stéphanoise est en grève, et pour au moins une semaine, depuis lundi 7 avril. Sous prétexte de redéployer des travailleurs

sur la collecte de biodéchets, les tournées pour les ordures ménagères sont passées de trois à deux par semaine, avec moins de monde et pas plus de conteneurs.

Du coup, les bacs débordent et les éboueurs doivent de plus en plus ramasser des déchets à la main.

Plusieurs ont déjà eu des accidents : piqûre de

seringue, tendinites des épaules, etc.

Les grévistes réclament au minimum une augmentation de la prime de pénibilité, et surtout des solutions pour régler

le problème. Comme dit l'un d'entre eux : « Qu'ils se débrouillent », mais pas question de se briser le dos pour leurs petites économies.

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),

membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Stephen Goldberg. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 9 900 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n°1029 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal avril 2025.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de :

Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante :
LUTTE OUVRIÈRE
BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX.

Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne

peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées.

L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à

Lutte ouvrière

Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

Droits de douane : l'irresponsabilité d'un système et de ses dirigeants

La guerre commerciale déclarée par Trump au monde entier provoque de multiples réactions, tant dans les pays visés par les énormes droits de douane, qu'aux États-Unis, où certains grands patrons ont critiqué ces annonces.

Les dirigeants de plusieurs grandes banques se sont démarqués, inquiets de l'instabilité entraînée par la brutalité avec laquelle Trump a décidé d'agir. Pour Larry Fink, le patron du puissant fonds BlackRock, « c'est une grave erreur politique », tandis que le PDG de JP Morgan redoute « l'impact sur les investissements et les flux de capitaux ». En réponse, Trump leur demande de garder le contrôle de leurs nerfs devant la chute des Bourses en leur jetant « Ne soyez pas faibles ! » et en leur faisant la leçon : « C'est le bon moment pour devenir riche. »

Depuis des années, des tendances au protectionnisme existent dans une économie mondiale marquée par la crise, les marchés limités et saturés alors que les capitaux s'accumulent

en quantité toujours plus grande. Dans ce contexte, tous les gouvernements ont pris au coup par coup des mesures protectionnistes pour défendre leurs capitalistes nationaux contre leurs rivaux. L'Union européenne, victime aujourd'hui des taxes américaines, a instauré par exemple une taxe de 35 % sur les voitures électriques chinoises.

Mais Trump et la fraction de la bourgeoisie américaine qui lui a permis d'accéder au pouvoir semblent avoir décidé d'amplifier et d'accélérer cette évolution. Lorsque le chef de l'État le plus puissant décide qu'il imposera arbitrairement des droits de douane de 20, 30 voire 50 % et plus à l'entrée de produits sur le marché américain, c'est une façon d'imposer à tous de nouvelles règles du jeu.

Cela peut paraître surprenant car la bourgeoisie américaine est déjà la plus puissante et la méthode employée pourrait provoquer un krach boursier. Visiblement, Trump et ceux qui l'entourent sont prêts à prendre de tels risques. Ils savent que le capitalisme américain est dominant et que dans ce système économique fou, dans les crises, les soubresauts et les guerres économiques, les plus gros absorbent les plus petits. Ils estiment que leur protectionnisme agressif, comme leur détermination à prendre le contrôle de ressources ou de voies commerciales stratégiques, vont leur permettre d'établir de nouveaux rapports de force sur le long terme avec leurs rivaux.

Bien sûr, ce faisant, Trump et ceux qui le soutiennent jouent les apprentis sorciers. Ils prennent le risque de déclencher une crise plus grave encore et peut-être une guerre mondiale. Ils savent que cela va plonger des millions de



travailleurs, aux États-Unis et ailleurs, dans la pauvreté avec l'envolée des prix et les fermetures d'usine. Ils savent que les droits de douane imposés à des pays comme Madagascar ou le Bangladesh provoquent la faillite de milliers d'entreprises, le chômage et la misère pour des centaines de milliers de familles. Mais de tout cela, ils se contrefichent.

L'irresponsabilité à l'égard de la société et la devise « après-moi le déluge » caractérisent toutes les décisions des dirigeants de la société capitaliste dans tous les domaines. Les grands patrons qui font aujourd'hui la leçon à Trump,

ceux de BlackRock ou de JP Morgan, sont tout aussi irresponsables quand ils spéculent sur le cours des denrées alimentaires ou qu'ils manœuvrent sur tous les continents pour accéder à telle ou telle ressource naturelle. Ces cannibales applaudiront si Trump réussit son coup.

Dans tous les cas, que Trump persiste dans sa politique ou qu'il l'atténue sous la pression d'une fraction de la grande bourgeoisie américaine, cette intensification de la guerre commerciale sera payée par les travailleurs du monde entier et marque un pas de plus vers la guerre tout court.

Xavier Lachau

Les 7, 8 et 9 juin : la Fête de Lutte ouvrière !

Dans moins de deux mois, se déroulera notre fête annuelle, à Presles, dans le Val-d'Oise.

Pour ceux qui la connaissent et pour tous ceux qui vont la découvrir, ces trois jours permettront de se retrouver, et nous en avons bien besoin, dans un cadre champêtre.

Ce sera l'occasion de rencontrer des femmes et

des hommes qui veulent changer le monde, qui dénoncent le système capitaliste et qui réaffirment que l'humanité mérite d'être débarrassée de l'exploitation, de la misère et des guerres.

Et chacun selon ses goûts pourra se rassasier de lecture dans les cinq librairies, faire son plein de débats et de forums,

se sustenter de multiples plats de tous les pays, profiter de la nature, de l'arboretum et du parcours dans les arbres, s'amuser devant le cirque Uhler et les mille et une attractions, écouter chanteurs et musiciens, sans oublier les deux cinémas, la cité des Arts, la cité scientifique, le préhisto-parc et le village médiéval.



Sur le grand podium, nos camarades Nathalie Arthaud et Jean-Pierre Mercier tiendront des meetings, le samedi à 17h, le dimanche et le lundi à 15h.

Au carrousel de la connaissance Spectacle audiovisuel de 45 minutes D'où vient le racisme ?

Les races humaines n'existent pas, le racisme, oui ! Du trafic d'esclaves aux plantations de canne à sucre, de la guerre des tranchées à la mise en concurrence quotidienne des travailleurs, découvrez comment la bourgeoisie a forgé l'arme du racisme pour servir sa domination et comment l'humanité pourra s'en débarrasser.



Cartes et bons

La carte d'entrée, valable pour les trois jours, est disponible en prévente à 15 euros.

À partir du 18 mai et jusqu'au 4 juin, son prix passera à 20 euros.

Après cette date et sur place à l'entrée de la Fête, elle coûtera 25 euros.

La carte est éligible au

Pass culture.

Pour les enfants de moins de 14 ans accompagnés, l'entrée est gratuite.

On peut profiter de 20 % de réduction sur les dépenses à la Fête en se procurant les bons d'achat : payés à l'avance 4 euros, ils valent 5 euros à la Fête.

Cartes et bons peuvent être achetés auprès de nos militants ou sur le site Internet de la Fête.

Renseignements, billetterie, programme
<https://fete.lutte-ouvriere.org>